



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AS 1-842

PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES

N°2005-43-4

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**
SERVICE SANTÉ-ENVIRONNEMENT

ARRETE PREFECTORAL
*Autorisation de prélèvement et d'utilisation d'eau
pour la consommation humaine
déclarant d'utilité publique
la dérivation des eaux de la source
de l'OULE*

*et l'instauration des servitudes de protection réglementaires
au profit de la commune de SAINT-LARY-SOULAN*

**LE PREFET DES HAUTES-PYRENEES,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et L 2212-2,

VU le Code de l'Environnement, notamment le Titre 1er du Livre II,

VU les articles L 1321-2, L 1321-3, et R 1321-6 à R 1321-14, du Code de la Santé Publique,

VU les articles L 11-1 à L 11-9 et R 11-1 à R 11-30 du Code de l'Expropriation,

VU le code de l'Urbanisme, et notamment l'article R 123-22,

VU la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la loi n° 92.3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau,

VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique,

VU le décret n° 2001-1220 du 20 Décembre 2001 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales,

VU le décret modifié n° 55.22 du 4 Janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application modifié n° 55.1350 du 14 Octobre 1955,

VU l'arrêté du 31 Août 1993 et la circulaire du 5 Avril 1994 relatifs aux modalités de désignation et de consultation des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique,

VU l'arrêté du 26 Juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5, 10, 28 et 44 du Décret n° 2001-1220 du 20 Décembre 2001 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

VU la circulaire interministérielle du 24 Juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,

VU le Règlement Sanitaire Départemental,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 11 Décembre 1993,

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de Février 2001,

VU les dossiers d'enquête publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 24 Juin, au 23 Juillet 2004,

Vu l'avis du Directeur du Parc national des Pyrénées, en date du 25 Novembre 2003,

VU l'avis du Service départemental de l'Architecture et du Patrimoine, en date du 1^{er} Décembre 2003,

VU l'avis de Monsieur le Sous-Préfet de Bagnères de Bigorre, en date du 20 Septembre 2004,

VU l'arrêté préfectoral n°2004-352 du 17 décembre 2004, fixant un délai complémentaire de deux mois, en vue de l'autorisation au titre des articles L.214.1 à L.214.6 du Code de l'Environnement,

VU l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 16 Septembre 2004,

VU l'avis de la Mission inter services de l'eau, en date du 4 Janvier 2005,

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans son rapport au Conseil Départemental d'Hygiène en date du 26 Janvier 2005,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 10 Février 2005,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

A R R E T E

Article 1 :

La commune de SAINT-LARY-SOULAN est autorisée à dériver des eaux souterraines en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, conformément aux plans annexés et suivant les conditions fixées dans les articles suivants.

Prélèvement

Article 2 :

Le prélèvement s'effectue à la source de l'OULE située sur la commune d'ARAGNOUET, au point de coordonnées LAMBERT (zone III) suivantes :

$$x = 425,885$$

$$y = 3\,060,469$$

et à une altitude $z = 1\,806$ m

Article 3 :

Le débit maximum de dérivation autorisé est de 10 mètres cubes par jour.

Traitement de l'eau

Article 4 :

L'eau prélevée, compte tenu des résultats de l'analyse d'eau brute subira un traitement de désinfection.

Article 5 :

Toute modification des installations ou des produits utilisés devra être déclarée auprès de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et fera l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Périmètres de protection

Article 6 :

Conformément à l'article L 1321-2 du code de la santé publique, la commune de SAINT-LARY-SOULAN mettra en place des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour de la source de l'OULE.

Ces périmètres de protection s'étendent suivant les indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

Les prescriptions de ces périmètres sont fixées dans les articles 7 à 8 suivants.

Article 7 :

Le périmètre de protection immédiate sera la pleine propriété de la commune de SAINT-LARY-SOULAN.

Il aura la forme approximative d'un carré de 10 m de côté centré sur le captage et à adapter au terrain naturel.

Ce périmètre est défini et réglementé comme suit :

- Emprise : parties de la parcelle n° 723 section B 3, lieu dit Gargade.
- Interdiction : toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien du captage ou l'exploitation du service d'eau potable.
- Travaux à entreprendre ou prescriptions

L'ouvrage de captage (puits busé) sera conservé, mais un ensemble d'aménagements de surface devra être mis en œuvre pour éviter toute introduction d'eau de ruissellement de surface :

- rehaussement du puits de captage,
- enrochements avec béton et détournement des eaux de ruissellement autour du puits de captage avec cunette de récupération des eaux,
- pose d'un matériau d'étanchéité, sur le chemin,
- remplacement des ouvrages intermédiaires par un bassin décanteur,
- installation d'un nouveau réservoir en PEHD à l'aval, identique à l'existant,
- remplacement du réservoir amont.

Le périmètre immédiat devra être ceinturé par une clôture résistante et régulièrement entretenue afin d'interdire l'accès à tout animal et à toute personne étrangère au service d'entretien et d'exploitation et muni d'un portail fermé à clé en permanence.

La maintenance des espaces verts devra s'effectuer sans adjonction de produits phytosanitaires ou d'engrais.

Article 8 :

Le périmètre de protection rapproché est défini et réglementé comme suit :

- Emprise : Parties des parcelles n° 723, 726 et 724, section B, lieu dit Gargade et totalité de la parcelle n° 725, section B, lieu dit Gargade.
- Interdictions :
 - . tout captage d'eau ;
 - . la création de carrières ou de gravières et l'extraction de matériaux ;
 - . l'ouverture d'excavation autres que celles nécessaires à l'exploitation du point d'eau ;

- . *l'installation de dépôts d'ordures ménagères, de détritrus, de produits radio-actifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;*
- . *l'implantation d'ouvrages de transport et de rejet des eaux usées d'origine domestiques ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;*
- . *l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature ;*
- . *l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau ;*
- . *les modifications du Plan d'Occupation des Sols en vigueur à la date du présent arrêté visant à donner des droits à construire supplémentaires ;*
- . *l'épandage ou l'infiltration de lisier, de purin et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, de boues de stations d'épuration ;*
- . *le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (ensilage) ;*
- . *le stockage du fumier, la reconstitution de fumières ;*
- . *le stockage d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation du sol ou à la lutte contre les ennemis des cultures et des herbages ;*
- . *l'établissement d'étables et de stabulations libres, permanentes ou mobiles ;*
- . *l'installation d'abreuvoirs et d'abris, fixes ou mobiles, de zones de dépôts de sel ou de nourriture destinés au bétail ;*
- . *le défrichage et le dessouchage, le débardage au sol, la coupe à blanc du bois ;*
- . *l'ouverture de nouvelles pistes pour l'exploitation forestière ;*
- . *la création d'étangs et de plans d'eau ;*
- . *le camping et le stationnement de caravanes ;*
- . *la construction ou la modification des voies de circulation ;*
- . *l'entretien des fossés et des haies de chemins, etc... par des produits chimiques type désherbants, débroussaillants, etc...*

- Réglementation et prescriptions :

Une attention particulière sera portée au respect de la réglementation générale en vue de la protection de la qualité des eaux. Notamment, les activités liées à l'exploitation du barrage et du refuge, qui peuvent entraîner une concentration humaine (parcelles 724 et 725) pourront continuer mais les responsables de ces activités devront être sensibilisés pour que toutes les mesures soient prises afin de diminuer les risques de contamination).

Déclaration d'utilité publique

Article 9:

La mise en œuvre des dispositions prévues aux articles 1 à 8 est déclarée d'Utilité Publique.

Article 10 :

La commune de SAINT-LARY est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu du Code de l'expropriation, pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate, ainsi que de faire établir les servitudes nécessaires à l'établissement du périmètre de protection rapprochée.

Article 11 :

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans un des périmètres de protection sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 12 :

L'expropriation prévue à l'article 10 devra être réalisée dans un délai de cinq ans maximum conformément à l'article 11-5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 13 :

Dans l'attente de la parution du décret d'application de l'article 57 (5^{ème} alinéa de la loi n)2004-806 du 9 août 2004 et comme précédemment, les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

Le présent arrêté sera notifié individuellement à chaque propriétaire des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée dont la liste figure en annexe.

Le Maire de SAINT-LARY-SOULAN est chargé d'effectuer ces formalités.

Délai de mise en conformité et réception des travaux

Article 14 :

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations des articles 6 à 9, dans un délai de 2 ans, à compter de la notification du présent arrêté.

A l'issue des travaux et au plus tard, au terme de ce délai, le Maire de la commune de SAINT-LARY-SOULAN organisera une réception des travaux en présence du :

- Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Directeur Départemental de l'Équipement,
- Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

Un procès-verbal de cette réception sera dressé.

Surveillance de la qualité de ces eaux

Article 15 :

La commune de SAINT-LARY-SOULAN est tenue de s'assurer que l'eau, avant distribution, est propre à la consommation humaine et répond aux exigences prévues par le Code de la Santé Publique et les textes réglementaires en vigueur.

La commune de SAINT-LARY-SOULAN est tenue de se soumettre aux programmes de vérification de la qualité de l'eau et au contrôle des installations dans les conditions fixées par les réglementations en vigueur.

Les limites de qualité des eaux brutes fixées dans l'annexe III du décret n° 2001-1220 du 20 Décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ne devront jamais être dépassées.

En cas de dépassement, la D.D.A.S.S. devra être avertie pour prendre les dispositions qui s'imposeraient.

Dispositions diverses

Article 16 :

Il sera procédé, dans un délai d'1 an à compter de la parution du présent arrêté, en application de l'art. 123-22 du Code de l'Urbanisme, à la mise à jour du P.L.U. (ancien P.O.S.) de la commune de SAINT-LARY-SOULAN ainsi qu'à celui d'ARAGNOUET.

Article 17 :

Postérieurement à l'application du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée, notamment :

- les caractéristiques de son projet et plus spécialement celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents demandés.

Article 18 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 19 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BAGNERES-DE-BIGORRE, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Messieurs les Maires de SAINT-LARY-SOULAN et ARAGNOUET.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées.

TARBES, le 17 février 2005

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Hervé TONNAIRE



Pour ampliation,
le Chef de bureau

Françoise D'ESTIBAYRE
Françoise D'ESTIBAYRE

(ci-annexés les plans et états parcellaires des périmètres immédiat et rapproché)

HAUTES - PYRENEES D E P A R T E M E N T

Commune de
SAINT-LARY-SOULAN

Section B3 Commune d 'ARAGNOUET

**PERIMETRE DE PROTECTION
IMMEDIAT
CAPTAGE DE L'OULE**

PLAN PARCELLAIRE

----- Perimetre immediat

① numero parcellaire

723 parcelle cadastrale

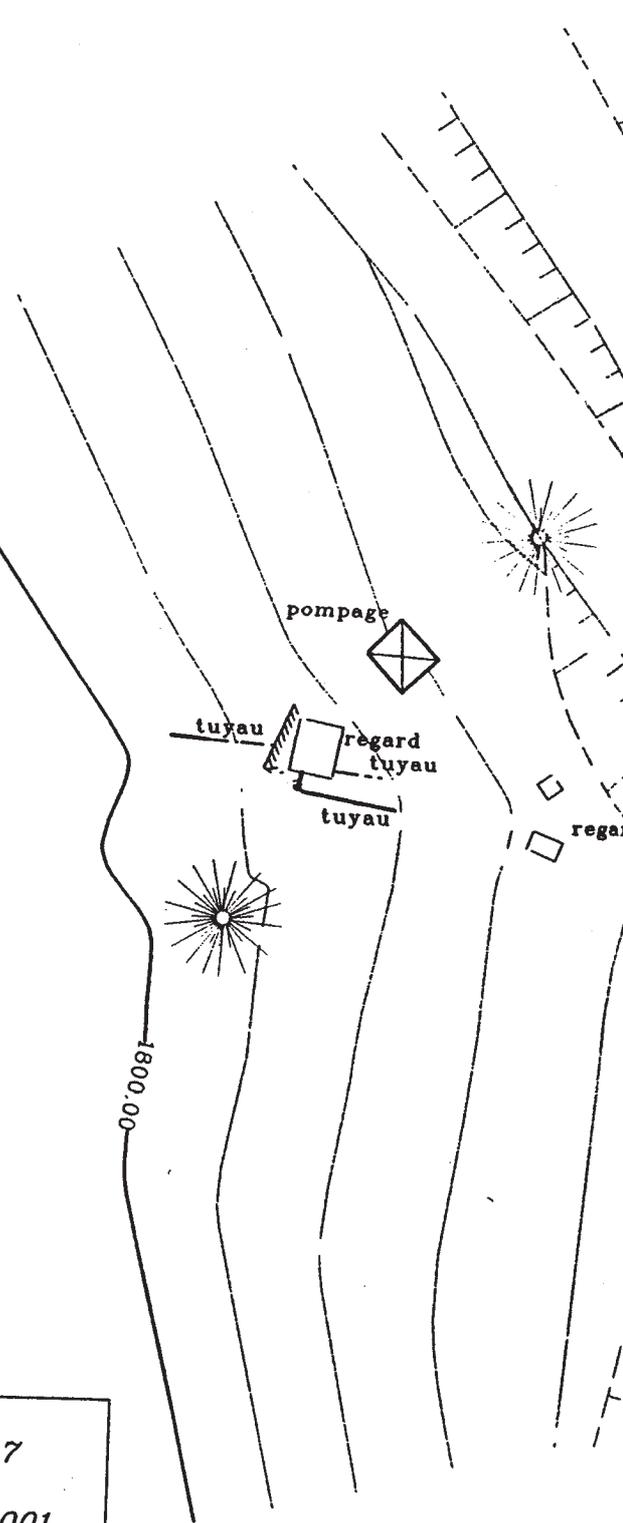
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

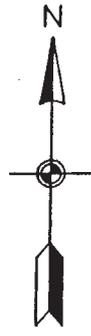
Hervé TONNAIRE

Dressé par A. THIERION
Geometre Expert
65300 LANNEMEZAN
Tel:62-98-05-68

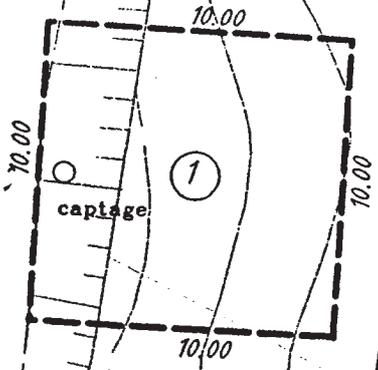
ECHELLE :
1 : 250

REF : 2001147
DATE : 12.10.2001





726

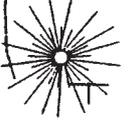
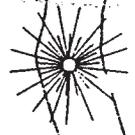


723

1810.00

1815.00

1820.00



HAUTES - PYRENEES
D E P A R T E M E N T

Commune de

SAINT-LARY-SOULAN

Section C4 (Saint Lary-Soulan)

Section B3 (Aragnouet)

PERIMETRE DE PROTECTION
RAPPROCHE
CAPTAGE DE L' OULE

PLAN PARCELLAIRE

--- Perimetre rapproche

--- modification pour
adaptation au perimetre
P06-12-01



	Dressé par A. THIERION Geometre Expert 65300 LANNEMEZAN Tel:62-98-05-68	ECHELLE : 1 : 5 000	REF : 2001147
			DATE : 12.10.2001